

# Mailly : « Moins de sy

**Affranchi.** Après quatorze ans à la tête de FO, Jean-Claude Mailly raccroche les gants. Macron, Hollande, la CGT... Confidences sans tabou.

PROPOS RECUEILLIS PAR BEATRICE PARRINO ET MARC VIGNAUD

**U**n jour dans la rue, un autre dans les allées secrètes du pouvoir, toujours là, susurrant aux puissants dans l'ombre, haranguant les foules en pleine lumière. Quatorze années durant, Jean-Claude Mailly a dirigé Force ouvrière, le troisième syndicat français. Après avoir quitté FO voilà un mois, il raconte les dessous du théâtre social français. Et n'épargne personne ■

**Le Point :** Le 26 avril, à Lille, vous quittez précipitamment le congrès de FO, alors que vous en êtes encore le secrétaire général. C'est votre dernier geste à la tête de ce syndicat. Que s'est-il passé ?

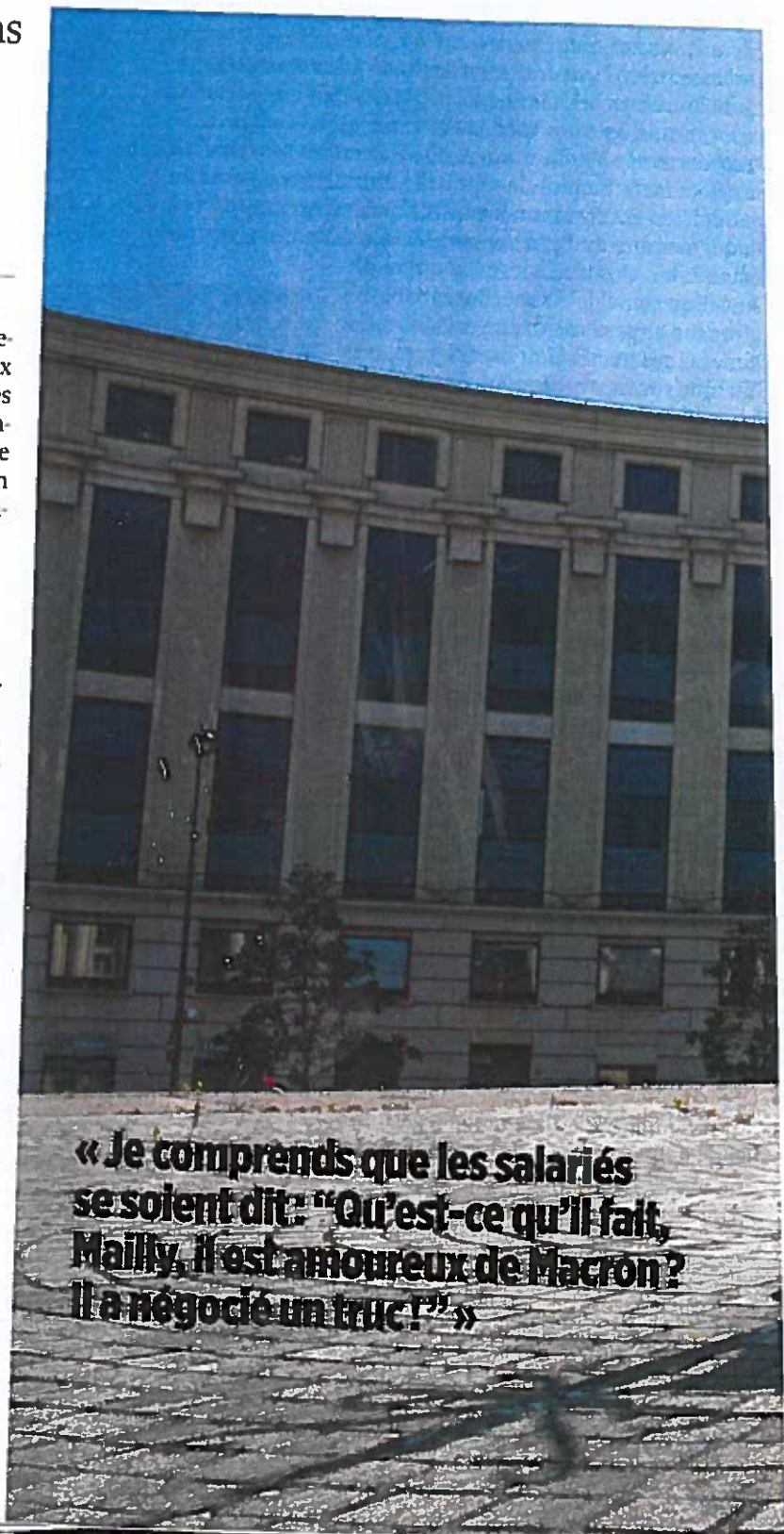
**Jean-Claude Mailly :** J'ai appris que mon successeur, Pascal Pavageau, sûr de gagner, car seul en lice, faisait campagne contre le rapport d'activité du bureau sortant et qu'il avait personnellement voté contre. Ça m'a mis hors de moi. Je ne regrette rien. Après mon départ, j'ai reçu de nombreux SMS de sympathie, de Philippe Martinez, de Laurent Berger ou même de Laurent Wauquiez, mais je n'ai eu aucun contact avec Pavageau.

**Qu'est-ce que vous faites désormais ?**

Je n'arrête pas. J'ai donné récemment un cours à Sciences po, et je vais surtout lancer ma propre activité de conseil dans le domaine de la responsabilité sociale et environnementale. Je vais aussi devenir membre du Comité économique et social européen. Ce n'est pas rémunéré, je le précise. Bref, je n'ai pas le temps de m'ennuyer. Ma fille dit que j'ai une grande capacité de résilience. On va voir.

**Vous avez défendu la retraite à 60 ans. Et vous, à 65 ans, vous nous annoncez que vous allez continuer à travailler...**

Je ne vais pas travailler, mais je veux avoir une activité. Je ne veux pas être comme mon prédécesseur, Marc Blondel, qui n'avait rien prévu. Je n'ai pas envie de faire une déprime. Je me vois mal dans ■■■



« Je comprends que les salariés se soient dit : "Qu'est-ce qu'il fait, Mailly, il est amoureux de Macron ? Il a négocié un truc !" »

# cats? Pas plus mal »

**Et après?** Jean-Claude Mailly place de Catalogne, à Paris, le 18 mai. Son projet? Lancer son activité dans le domaine de la responsabilité sociale et environnementale.



■■■ mon fauteuil à regarder la télévision, après des années hyperactives.

**Vous étiez dans la rue, le 1<sup>er</sup> mai ?**

Non. C'est vrai que j'ai toujours manifesté ou pris la parole ces quarante dernières années, mais là, je n'avais pas envie. Il n'y a du monde dans la rue le 1<sup>er</sup> mai que lorsque nous sommes en période de conflit, comme en 2010 sur les retraites ou en 2016 sur la loi El Khomri. Ça n'a plus le même impact qu'autrefois.

**Manifester, cela ne sert plus à rien ?**

La dernière fois qu'on a vraiment obtenu quelque chose en manifestant, c'était avec le retrait du CPE, en 2006. Mais il y avait tous les syndicats de salariés, de jeunes, les lycéens qui jouaient un rôle important.

Aujourd'hui, il est de plus en plus difficile de faire grève. Il y a trente ans, les gens pouvaient tenir, car il y avait de la solidarité. Maintenant, ils sont plus endettés et chaque journée de salaire compte. Du coup, ce sont aussi beaucoup de délégués qui manifestent en posant leurs heures de délégation.

**Vous avez adopté une attitude conciliante avec les ordonnances Macron. Quelques mois plus tôt, vous étiez dans une opposition dure à la loi El Khomri...**

La loi El Khomri est arrivée en fin de quinquennat, elle n'était pas programmée. Macron, lui, avait annoncé sa réforme pendant la campagne présidentielle. Il fallait vraiment avoir fumé pour penser un seul instant que Macron, à peine élu, allait retirer son projet. Il nous fallait donc faire preuve de pragmatisme. Dès son installation à l'Élysée, il a reçu les syndicats un par un. Ça a été une vraie concertation. Rien n'était écrit à l'avance. Je comprends que ça puisse troubler des salariés, qu'ils se soient dit : « Qu'est-ce qu'il fait, Mailly, il est amoureux de Macron ? Il a négocié un truc ! » Bien sûr que non.

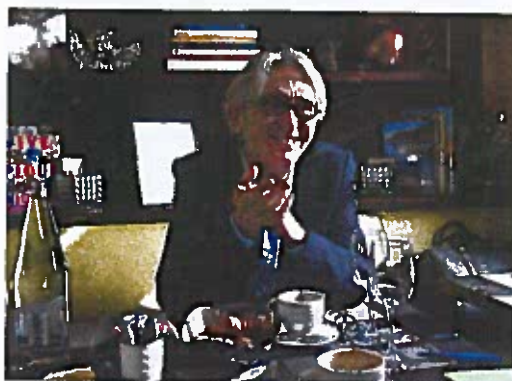
**Bernard Thibault, de la CGT, était le chouchou de Nicolas Sarkozy, Laurent Berger celui de François Hollande. C'était votre tour ?**

Je ne dirais pas ça. Macron n'a pas de culture syndicale particulière. Donc il n'a pas d'interlocuteur privilégié. Quand il dit que c'est à l'État d'être le garant de l'intérêt général, ça ne me choque pas, du moment qu'il préserve un rôle pour les partenaires sociaux au niveau paritaire.

**Des quatre présidents que vous avez côtoyés - Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy, François Hollande, Emmanuel Macron -, lequel était le plus facile d'accès ?**

Humainement, j'aime bien Chirac. Il aime les gens.

**Appétit.** A Paris, le 18 mai. « Je veux avoir une activité. Je n'ai pas envie de faire une déprime. Je me vois mal dans mon fauteuil à regarder la télévision. »



**« Les yeux dans les yeux, je n'ai jamais été trotskiste. Quand j'étais étudiant, j'étais plutôt de sensibilité anar. »**

C'était quasiment physique. Je me souviens de lui dans la cour de la mairie quand il était encore maire. Il l'a traversée pour aller embrasser spontanément les enfants d'une école en visite, sans caméra. C'est un radsoc, Chirac. Et il avait de bons capteurs en dehors du microcosme. C'est essentiel, car l'Élysée est un bunker coupé du monde réel.

**De Chirac à Macron, la fonction de président a-t-elle beaucoup changé ?**

L'Élysée intervient de plus en plus. En 2006, c'est Villepin à Matignon qui gérait la crise du CPE; sous Sarkozy et Hollande, tout remontait vers eux, tout comme avec Macron. C'est aussi l'effet du passage au quinquennat. Je suis d'avis qu'entre la fonction de président et celle de Premier ministre, il y en a une de trop.

**Quels rapports entreteniez-vous avec Emmanuel Macron ?**

Il a un côté cash. C'est un séducteur, il vous donne l'impression que vous êtes le seul à exister. Il ne faut pas être dupe. Je me rappelle d'une fois, au Salon de l'agriculture, alors qu'il était encore ministre de l'Économie; je le vois arriver vers moi, avec une flopée de médias derrière lui. Je lui tends la main pour le saluer, et lui me la tire pour me faire la bise alors que ce n'était absolument pas nos rapports. Du coup, je lui ai rendu la pareille plus tard dans une réunion devant Manuel Valls.

**Et Nicolas Sarkozy ?**

Il était très cash aussi. C'est un affectif. Il pouvait être drôle. Il est incroyable, ce mec. Après son élection, on m'a fait venir à l'Élysée pour aller ensuite à pied au restaurant ! C'était évidemment un plan

com avec des photographes. J'ai assumé, je m'en fichais. Mais je n'ai jamais été proche de lui, on se vouvoyait.

**Comment ça ? Vous tutoyez Hollande, Macron et vous vouvoyez Sarkozy !**

Il n'a jamais compris d'ailleurs, même si on s'appelait par nos prénoms. Il me disait : « Mais enfin, Jean-Claude, on peut se tutoyer ! » Je lui répondais : « Mais vous êtes le président de la République. » Hollande et Macron, je les avais connus avant qu'ils entrent à l'Élysée, à la différence de Sarkozy.

**Et Hollande ?**

Avec Hollande, il y a un jeu où vous êtes sûr de perdre, c'est celui du ni oui ni non !

**Que retenez-vous de son quinquennat ?**

Je ne sais pas, ce quinquennat n'a pas imprimé. [Silence.] L'erreur de Hollande, selon moi, c'est de ne pas avoir réorienté l'Europe. Il a vite plié dans les sommets alors qu'il avait promis de renégocier le traité budgétaire. A tel point que l'élément clé de



**Relais.** Jean-Claude Mailly et ses prédécesseurs à la tête de FO, Marc Blondel et André Bergeron.

A g., le 4 avril 2006, avec Bernard Thibault, son homologue de la CGT jusqu'en 2013.

l'agenda de Macron, aujourd'hui, tel que je le comprends, c'est encore l'Europe. C'est ce qui explique sa volonté de revenir rapidement sous 3% de déficit public et de montrer qu'il arrive à faire passer des réformes prétendument difficiles comme les ordonnances. A la limite, peu importe ce qu'il y a dedans! Mais ça va être compliqué vu la situation en Allemagne et en Italie.

**Avez-vous compris pourquoi François Hollande a décidé de réformer le Code du travail aussi tard?**

On m'a expliqué, a posteriori, la raison de ce texte. Lui et ses proches collaborateurs étaient persuadés que le chômage allait baisser dès 2016. Ce qui n'a pas été le cas... Ils ont donc décidé de rebooster l'activité avant la présidentielle. Dans le plus grand secret, entre eux, ils ont élaboré ce qu'ils appelaient « la théorie du choc ». Il fallait qu'ils surprennent tout le monde, y compris les syndicats!

**Racontez-nous comment cela s'est passé...**

Toute la période a été hypertendue avec le pouvoir. Marc Blondel, qui était un fan de corrida, disait: « Il faut toujours laisser une porte de sortie au taureau. » Mais Hollande ne laissait aucune issue. J'ai eu trois rendez-vous avec lui qui n'étaient pas à son agenda officiel. La dernière fois que je l'ai vu, je lui ai demandé ce qu'il avait à gagner à baisser la rémunération des heures supplémentaires. Il m'a répondu: « On a un accord sur la loi avec la CFDT. » Et puis, en me raccompagnant au petit ascenseur de l'Élysée, il

**Parachutage en règle**

Cristelle Gillard (photo), ex directrice de cabinet de l'ancien secrétaire général de Force ouvrière Jean-Claude Mailly, a été nommée inspectrice générale de l'administration de l'Education nationale et de la Recherche en conseil des ministres du 23 mai. Juriste de droit social et experte de la négociation collective, Cristelle Gillard est conseillère du Conseil économique et social à la section Travail et emploi.



me dit: « J'ai vu que des députés socialistes reprenaient des amendements FO. Je croyais que FO était indépendante. » Ce à quoi j'ai répliqué spontanément: « Bah, tu vois, heureusement qu'il y a encore des socialistes dans ce pays! »

**Qu'est-ce qui empêchait le compromis?**

L'abcès de fixation, c'était l'article 2 de la loi, qui supprimait le verrou de la branche sur le temps de travail, le gouvernement ne voulait plus y toucher. J'ai demandé aux juristes de FO de le contourner sans avoir besoin de le récrire. Ils ont trouvé la solution. Mais c'est Hollande lui-même, et non pas Manuel Valls, qui a tout bloqué: il était influencé par son secrétaire général adjoint, Boris Vallaud, actuel porte-parole du PS, qui faisait des notes pour dire qu'il ne fallait négocier qu'avec la CFDT. Actuellement, plus révolutionnaire que Vallaud, tu meurs! Il m'a même appelé pour me reprocher de ne pas être assez critique sur les ordonnances Macron! On ne se parle plus.

**Vous avez voté Emmanuel Macron au premier tour?**

[Silence.] Je ne réponds pas à cette question.

**Benoît Hamon?**

[Long silence.] Je ne réponds pas à ça.

**Mais vous êtes socialiste, non?**

Je me suis inscrit au PS dans les années 1980. Il y a peu, j'étais encore adhérent à la section du 14<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Mais je n'y mettais plus les pieds. La nouvelle équipe ne m'a pas demandé de payer ma cotisation, donc je n'ai plus ma carte au PS. Et je suis contre le revenu universel, ou alors au moins au niveau du smic.

**Comme fait-on pour gérer un syndicat comme FO qui ressemble à une auberge espagnole? Il y a des socialistes, des anarchistes, des frontistes, des pro-Macron, des LR, etc.**

C'est vrai, FO est une auberge espagnole. Je suis incapable de vous dire combien d'adhérents sont socialistes, Républicains, pro-Macron, etc. Il y a aussi des trotskistes de différentes tendances... Chaque sujet fait l'objet d'un compromis. Il y a un côté forum permanent, avec des effets de tribune. FO, c'est un 35 tonnes diesel sans turbo.

**Qu'apportent les trotskistes au débat en 2018?**

Ils ne sont pas des milliers, mais ils sont très actifs, à tout moment de la journée. Si vous avez besoin de distribuer des tracts, ils sont là. J'ai toujours considéré qu'ils étaient utiles comme une corde de rappel. **Vous dites cela car vous-même avez été trotskiste...**

Mais non!

**Les yeux dans les yeux?**

Les yeux dans les yeux, je n'ai jamais été trotskiste. Quand j'étais étudiant, j'étais plutôt de sensibilité anar. Je pense que c'est à cause d'une histoire remontant aux années 1980 qu'on me colle cette étiquette. Le secrétaire général de FO d'alors, André Bergeron, encarté au PS, m'avait confié une mission. Je devais intégrer, pour voir ce qui s'y passait, le mouvement Convergence socialiste, fondé par Jean-

COLLECTION PARTICULIÈRE/DR - CORNTIN FOHLEN/DIVERGENCE - JACQUES DEMARTHON/AFP

■■■ Christophe Cambadélis, qui quittait les trotskistes lambertistes avec une centaine de militants.

**Vous avez fait des petits jobs, travaillé deux ans à la Sécu, puis vous avez intégré très jeune l'appareil de FO. Que connaissez-vous du vrai travail?**

Ce parcours, c'est le hasard de la vie! Quand je suis devenu permanent à FO, je pensais y rester deux ou trois ans, et repartir ensuite à la Sécu. Mais Blondel m'a proposé de l'assister, de devenir son dircab. Ma légitimité, je la tire des élections internes de mon syndicat.

**La situation à Air France, vous en pensez quoi?**

Il ne fallait pas faire de référendum, je suis contre les référendums. C'est une pseudo-démocratie directe et, surtout, cela suppose que tout le monde soit au même niveau d'information. Or cela n'est pas possible. Cela ne peut qu'être binaire, oui, non, et les gens ne répondent pas forcément à la question posée.

**Le dialogue social, c'est beaucoup de théâtre...**

Chaque fois, il faut scénariser pour faire comprendre au public qu'un conflit est fini, et tout cela se prépare avant. Prenons l'exemple du CPE. A un moment donné, les relations étaient très tendues avec l'Elysée et Matignon. J'ai appelé un de mes contacts dans la majorité, et on s'est retrouvés un samedi matin dans un appartement avec l'entourage du président pour se parler franchement et discuter de comment sortir de la crise.

**Martinez, de la CGT, vous reproche ce type de comportement, les rencontres secrètes avec les tout-puissants...**

Il n'a qu'à demander à être reçu et il le sera. Comment faisait Krasu [NDLR, Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT dans les années 1980] à l'époque? Il mettait du monde dans la rue, et derrière, il allait négocier.

**Un des reproches faits aux syndicats, c'est le manque de transparence financière. N'y a-t-il pas de progrès à faire sur ce point-là?**

Nos comptes sont certifiés! Mais, à FO, nous ne sommes pas centralisés comme peuvent l'être la CGT ou la CFDT. Il y a au moins 12 000 implantations locales qui, toutes, gèrent leur propre budget. Je ne connais que celui du siège alimenté par une partie des cotisations et de la subvention publique. L'ensemble des comptes n'est donc pas consolidé. Si j'avais demandé à avoir des comptes consolidés, cela aurait été la révolution!

**L'argent public constitue une énorme part de vos ressources...**

Dans l'idéal, un syndicat devrait vivre de ses cotisations. Mais la situation actuelle est un héritage du passé. Il y a eu des systèmes de subventions publiques, notamment pour la formation, pour les prud'hommes, dans le cadre du paritarisme. Tout cela est maintenant

**Le trésor de guerre des syndicats**

Depuis janvier 2015, un prélèvement de 0,016% est opéré sur l'ensemble des salaires pour financer les syndicats patronaux et salariaux, via le Fonds pour le financement du dialogue social, qu'ils dirigent. Il a été instauré en remplacement de tout un tas de financements opaques, notamment liés à la formation professionnelle. En 2016, les syndicats de salariés ont touché 83 millions d'euros et le patronat près de 40 millions au titre de la gestion des organismes paritaires (assurance chômage, etc.), de la « participation aux politiques publiques » et de la « formation économique, sociale et syndicale ». Certains estiment que les syndicats ne devraient vivre que des cotisations de leurs adhérents. On en est loin.

**« Marc Blondel, qui était un fan de corrida, disait : "Il faut toujours laisser une porte de sortie au taureau." Mais Hollande ne laissait aucune issue. »**

remplacé par le Fonds pour le financement du dialogue social [lire ci-contre]. Cela ne nous empêche pas de dire ce qu'on a à dire.

**Combien avez-vous d'adhérents?**

Je ne sais pas exactement. Tout le monde a toujours un peu menti, en surévaluant ses effectifs.

**C'est incroyable!**

L'adhésion est basée sur un système de timbres papier très compliqué. Chacune de nos 12 000 implantations commande un nombre de timbres: 12 timbres, cela peut être aussi bien 1 adhérent pour un an que 12 adhérents pour un mois.

**Vous avez des copains dans le monde politique?**

Oui, mais on ne passe pas nos week-ends ensemble! Ce sont des personnes avec qui j'ai créé des relations de respect et de confiance, c'est-à-dire qu'on ne se fait pas de coups dans le dos. A droite, j'aime bien Xavier Bertrand, avec qui on se dit les choses en face, il y a aussi Christian Estrosi, qui a un côté atypique. Bien qu'il soit de droite, il a remunicipalisé les cantines et les transports scolaires!

**Et Martine Aubry? Elle n'a pas été très sympa avec vous sur les ordonnances Macron au congrès de FO...**

C'est vrai qu'au congrès elle aurait pu se dispenser de ses critiques. Mais ce n'est pas la peine de lui demander, c'est Martine! Celui qui ne s'est jamais entêté avec elle ne la connaît pas. Elle m'a appelé ensuite pour en reparler.

**En privé, vous appelez les adhérents de la CGT « les staliniens ». Cela nous renvoie à un autre monde, dépassé, mais auquel vous appartenez aussi.**

Oui, les « staliniens », les « cosaques ». Eux doivent nous appeler les « sociaux-traîtres »... [Rires.] Nous sommes toujours en quelque sorte des frères ennemis – FO est née d'une scission avec la CGT. Dans l'Histoire, il y a eu plusieurs tentatives de rapprochement avec d'autres syndicats, mais jamais avec la CGT. La création de FO était même plutôt contre la CGT, pour placer face à elle une grande organisation réformatrice. **On ne vous entend pas beaucoup sur les sujets d'avenir, du travail à l'heure du numérique...**

On a des progrès à faire du côté des jeunes, des précaires. Aujourd'hui, vous êtes soit salarié, soit indépendant. Certains voudraient créer un troisième statut, entre les deux. Je suis contre. Les chauffeurs

Uber doivent être considérés comme des salariés.

**La CFDT, c'est l'avenir du syndicalisme français?**

Certes, la CFDT est passée premier syndicat de France l'année dernière dans le privé, mais c'est surtout parce que la CGT a beaucoup perdu de terrain. Un pays avec un seul syndicat, cela ne marche pas. Mais c'est vrai que s'il y avait moins de syndicats en France, ce ne serait pas plus mal ■